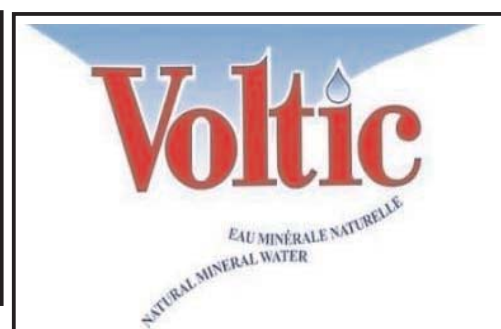
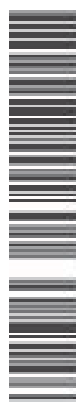




Ni à gauche ni à droite même pas au centre



N°799



Le Libéral

Hebdomadaire Togolais d'Information, d'Analyse et d'Opinion

Mercredi 07 Octobre 2026

Togo :
Vers une
nouvelle loi
contre le
plastique **P.5**



Togo :
Le Sénat ouvre sa
session budgétaire 2027
sous le signe du
bicamérisme **P.3**

**Foire
Internationale
de Lomé 2026 :**
Le CETEF
s'apprête à
accueillir la
21ème édition
sous haute
attente **P.7**

CRISE DANS LE SECTEUR CULTUREL :
Le ministre Isaac **P.2**
TCHIAKPE joue la carte
de l'apaisement

Afrique subsaharienne :
Une croissance à 4,3% en 2026,
alerte la banque mondiale **P.3**



Crise dans le secteur culturel : Le ministre Isaac TCHIAKPE joue la carte de l'apaisement

Le bras de fer aura été évité de justesse. Face à la grogne grandissante du monde culturel qui projetait des actions de protestation dans les prochains jours, le ministre du Tourisme, de la Culture et des Arts, Isaac TCHIAKPE, a finalement ouvert les portes de son cabinet.

Ce lundi, il a reçu en urgence les présidents des fédérations et organisations culturelles, après plusieurs réunions infructueuses entre les acteurs et la réception d'une plateforme revendicative de 10 points jugée explosive.

La rencontre, très attendue, a permis de désamorcer la tension. C'est Ariel DASSANOU, président de la Fédération Togolaise de Musique (FTM), qui a porté la voix du secteur. Un cri de détresse qui résume le malaise profond des artistes



togolais : gouvernance opaque, précarité et manque de vision.

Dans leur plateforme, les organisations dénoncent notamment :

- La non-opérationnalisation du Fonds National de Promotion de la Culture (FNPC) et l'absence de transparence dans sa gestion ;

- La nécessité de réformer en profondeur le BUTODRA ;

- La modernisation urgente du cadre juridique du droit d'auteur et la mise en œuvre effective de la rémunération pour copie privée ;

- L'absence d'une véritable politique sectorielle pour la musique et le manque de soutien de l'État aux espaces culturels et lieux de diffusion.

Des revendications qui, selon eux, sont vitales pour créer un environnement favorable à la création et permettre aux artistes de vivre de leur art.

En face, le ministre TCHIAKPE a joué la carte

de l'apaisement. Il a salué la démarche "responsable" des fédérations et assuré avoir entendu leur cri de cœur. Il a défendu le bilan de son département, rappelant les initiatives en cours pour améliorer les conditions de vie des musiciens et moderniser la gestion du droit d'auteur.

"Les préoccupations exprimées doivent être



examinées dans une logique de concertation, de responsabilité partagée et de recherche de solutions durables", a-t-il déclaré.

Pour éviter une nouvelle rupture, une décision forte a été prise à l'issue des échanges : la mise en place immédiate d'un comité de concertation et de suivi.

Ce comité sera chargé de suivre point par point les 10 revendications et de

maintenir le dialogue. Une première victoire pour les acteurs culturels qui, après des mois d'alertes sans suite, avaient envisagé des sit-in et des boycotts pour se faire entendre.

Le ministère espère ainsi transformer la crise en opportunité pour bâtir un écosystème culturel plus structuré, transparent et créateur de richesses. ■ ■ ■

PF.



Récupéré N°0416/23/12/10/HAAC
du 23 décembre 2010

Directeur de la Publication

PETCHEZI P. D. Fabrice

Comité de Rédaction

PETCHEZI Fabrice
Alain TCHEDRE
Prosper AWIH
Dick MESSAN (Stagiaire)
Cyrille SABLASSOU

Correcteur

S. Didier

Infographie

JPB

Adresse

Route du Contournement CEDEAO,
Agèè Démapoè, non loin des rails
Tél: +228 90 15 87 53
+228 22 42 83 46
13 BP 152 Lomé-TOGO

Imprimerie

SDR

Tirage

1000 exemplaires



**Débutons le mois de juin
avec une conduite responsable**

bonne semaine

SAFER

Afrique subsaharienne : Une croissance à 4,3% en 2026, alerte la banque mondiale

La résilience se confirme. Malgré un monde en turbulences, l'économie de l'Afrique subsaharienne accélère. C'est ce que révèle la dernière édition du rapport semestriel de la Banque mondiale publiée ce 6 octobre à Washington.

Selon l'institution de Bretton Woods, la croissance régionale devrait passer de 4,1% en 2025 à 4,3% en 2026, soit 0,3 point de plus que ses prévisions d'avril dernier. Une performance portée par une meilleure stabilité macroéconomique, une demande intérieure plus vigoureuse et les investissements liés à la transition énergétique et au numérique.

Près des trois quarts des pays de la région voient leurs prévisions revues à la hausse, dont des poids lourds comme l'Angola, l'Éthiopie, le Nigeria et la Zambie.

"Malgré un contexte mondial difficile, l'activité économique en Afrique subsaharienne continue de faire preuve d'une remarquable résilience. Ces résultats

sont le fruit de plusieurs années de réformes et d'une meilleure gestion économique", souligne Andrew Dabalen, économiste en chef de la Banque mondiale pour l'Afrique.

Une croissance qui ne suffit pas encore

Le tableau n'est pourtant pas totalement rose. Cette croissance reste insuffisante pour réduire sensiblement l'extrême pauvreté et absorber une main-d'œuvre qui explose.

Pire, plusieurs nuages s'amoncellent. Le rapport pointe une inflation qui devrait repartir à la hausse, de 3,7% en 2025 à 5,5% en 2026, sous l'effet de la flambée des prix mondiaux des carburants, des engrais et des denrées

alimentaires.

Autre boulet : la dette. Si elle s'est stabilisée autour de 57% du PIB, son service continue d'étouffer les budgets de la santé, de l'éducation et des infrastructures. Dans un contexte de recul de l'aide au développement, la Banque mondiale presse les États à mobiliser davantage leurs ressources intérieures.

À cela s'ajoutent les risques géopolitiques au Moyen-Orient, l'incertitude sur le commerce mondial, le durcissement des conditions financières et la menace climatique avec un possible retour d'El Niño.

L'IA, le pari pour transformer la croissance en emplois

Le prochain défi, selon la



Banque mondiale, est clair : transformer cette croissance en emplois. Et la solution pourrait venir de l'Intelligence Artificielle. Cette édition du rapport consacre son focus à cette révolution. Pour l'heure, l'adoption de l'IA reste embryonnaire et concentrée au Kenya, au Nigeria et en Afrique du Sud. Mais la Banque mondiale ne croit pas à la course aux modèles les plus sophistiqués. Pour l'Afrique, l'opportunité réside dans les "petites applications d'IA abordables et adaptées

localement" : des outils à faible bande passante pour l'agriculture, l'éducation, la santé, la finance ou l'administration.

Encore faut-il jeter les bases : électricité fiable, connectivité abordable, compétences numériques et gouvernance solide. La Stratégie continentale sur l'IA de l'Union Africaine et la ZLECAf sont citées comme leviers pour passer à l'échelle et créer enfin des emplois plus nombreux et de meilleure qualité. ■ ■ ■

P. Fabrice

Togo : Le Sénat ouvre sa session budgétaire 2027 sous le signe du bicamérisme

Le Sénat a officiellement lancé sa deuxième session ordinaire de l'année 2026, ce jeudi 1er octobre 2026 à Lomé. Conformément à l'article 12 alinéa 2 de la Constitution de la Ve République, la cérémonie a été présidée par son Président, Son Excellence Barry Moussa Barqué.

Moment fort de la rentrée parlementaire, l'événement s'est déroulé en présence du Président de l'Assemblée nationale, Prof. Komi Selom Klassou, du ministre des Relations avec le Parlement, Gilbert Bawara, ainsi que de plusieurs membres du

gouvernement et du Bureau de l'Assemblée nationale. Un symbole fort de l'ancrage du bicamérisme togolais.

Un budget pour "protéger, rassembler et transformer"

Cette session sera essentiellement

budgétaire, consacrée à l'examen du projet de loi de finances, gestion 2027.

Dans son discours d'ouverture, Barry Moussa Barqué a donné le ton. Il a rappelé le rôle du Sénat : porter la voix des territoires et améliorer l'action

publique. Pour lui, cette session s'inscrit pleinement dans la feuille de route gouvernementale 2026-2031 et dans la vision du Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, articulée autour de trois priorités : protéger, rassembler et transformer.

Concrètement, le budget 2027 devra selon lui "protéger les plus vulnérables, renforcer la

cohésion entre les territoires et accompagner la transformation des secteurs essentiels que sont l'éducation, la santé, l'agriculture, les infrastructures et l'administration".

Le Président du Sénat a résumé sa méthode en une formule qui se veut rigoureuse

"Notre méthode est de

Suite à la page 4

Lutte contre la pollution plastique : Les parlementaires togolais à l'école de l'APF pour muscler la loi

Malgré une loi datant de 2011, le Togo peine toujours à endiguer le fléau des sachets et déchets plastiques qui dégradent les sols, polluent les cours d'eau et souillent le littoral. Pour corriger le tir, l'Assemblée nationale passe à l'action.

Avec l'appui de l'Assemblée Parlementaire de la Francophonie (APF), elle organise les 2 et 3 octobre 2026 à Lomé, un séminaire parlementaire dédié à la refonte du corpus législatif sur la pollution plastique.

La rencontre a été ouverte vendredi par le Président de l'Assemblée nationale, Professeur Komi Selom Klassou, en présence de parlementaires des deux chambres, de maires, d'experts environnementaux, d'ONG et d'acteurs de la société civile.

Une loi de 2011 dépassée

Pendant deux jours, l'objectif est clair : donner aux élus les outils pour élaborer une législation plus adaptée et plus applicable sur le terrain. Car si le Togo dispose d'un cadre depuis 2011, son application, la gestion des déchets et l'adaptation aux nouvelles formes de pollution restent un défi. "Pour répondre aux défis environnementaux de son temps, le législateur doit disposer des connaissances, des outils, des expériences qui lui permettent de légiférer avec justesse", a insisté N'Ladon Nadjo, président de la Commission

environnement et changements climatiques.

"Ces deux journées nous offrent l'occasion de confronter les expériences, d'identifier les obstacles et de dégager des pistes concrètes : réduire les déchets à la source, améliorer leur collecte, encourager leur valorisation", a-t-il ajouté.

Un constat alarmant partagé par Bakary Junior Bamba, représentant de l'OIF au Togo : "En 2024, plus de 500 millions de tonnes de plastique ont été consommées dans le monde, dont près de 400 millions sont rapidement

devenues des déchets. Sans action urgente, ce volume pourrait presque tripler d'ici 2060."

Pour l'OIF, la réponse ne peut se limiter à la gestion des déchets, elle doit englober la production, la consommation et la responsabilité des producteurs.

Le Togo, bon élève de la Francophonie

De son côté, la Secrétaire générale parlementaire de l'APF, Amélia Lakrafi, a salué le choix du Togo pour abriter ce séminaire. Selon elle, le pays est souvent cité en exemple pour son appropriation des corpus législatifs de



l'APF, ayant été le premier à adopter en 2025 une loi sur le climat inspirée de ces textes.

Ouvrant les travaux, le Professeur Klassou a appelé à une synergie d'actions : "Lorsque l'État oriente, il revient au Parlement d'établir la cohérence et l'autorité de la loi. Dans cette chaîne, les collectivités organisent, les entreprises innovent et les citoyens agissent."

Au programme : "Togo Zéro Pollution Plastique". ■■■

sur la pollution plastique, calendrier du futur Traité mondial du P N U E , impacts régionaux, retours d'expériences de gestion des déchets à Lomé et en régions, et bilan du décret de 2011.

À l'issue du séminaire, des recommandations concrètes sont attendues pour renforcer l'arsenal juridique togolais et tendre vers l'objectif "Togo Zéro Pollution Plastique". ■■■

Togo : Le Sénat ouvre sa session budgétaire 2027 sous le signe du bicamérisme

Suite de la page 3

veiller que ce qui est prioritaire soit financé. Ce qui est financé soit exécuté. Ce qui est exécuté soit évalué."

Faire du bicamérisme un lieu de sagesse

Au-delà des chiffres, Barry Moussa Barqué a insisté sur la maturité démocratique attendue durant cette session. Il a invité les sénateurs à privilégier des "débats exigeants" dans un "esprit de fraternité et de dialogue" avec l'Assemblée nationale.

"Ensemble, faisons du



bicamérisme le lieu où la parole législative gagne en efficacité, en équilibre et en sagesse", a-t-il lancé.

Appelant les commissions à la disponibilité et les sénateurs à l'assiduité, il a conclu en souhaitant que cette session soit utile aux Togolais : "Que nos débats soient élevés ; que nos choix soient justes ; que nos décisions soient utiles."

L'examen du projet de loi de finances 2027 peut désormais commencer. ■■■

Togo : Vers une nouvelle loi contre le plastique

Après deux jours d'intenses travaux, le séminaire parlementaire sur la pollution plastique a refermé ses portes ce samedi 3 octobre 2026 à l'Assemblée nationale à Lomé.

Organisé par le Parlement togolais avec l'appui de l'Assemblée Parlementaire de la Francophonie (APF), l'atelier a réuni députés, sénateurs, maires, ministères sectoriels, société civile et experts pour plancher sur l'échec de la loi de 2011 et dessiner les contours d'un nouveau cadre juridique.

Les échanges ont été très techniques et ont permis de dégager trois priorités claires pour la future loi : Clarifier ce qu'on interdit : Les participants ont insisté sur la nécessité de lister précisément les plastiques à usage unique concernés par l'interdiction ou la réduction, tout en préservant les usages indispensables dans certains secteurs comme la santé ou l'agriculture. Faire payer les pollueurs : Le principe de la Responsabilité Élargie du Producteur (REP) a été au cœur des débats. L'idée est de mettre en place un mécanisme contraignant obligeant producteurs et importateurs à financer la collecte et le traitement des déchets qu'ils mettent sur le marché.

Créer une économie du recyclage : Au-delà de la répression, les parlementaires ont examiné les leviers fiscaux et financiers pour accompagner la transition vers une économie circulaire : soutien à la filière de

collecte, de réemploi et de recyclage.

Pour la députée Stella Dadieba Bagnah-Gamon, le séminaire a été un déclic : "Ces travaux nous ont permis de mieux mesurer les différentes dimensions du problème. Ce n'est pas qu'une question d'environnement, c'est une question de santé publique, d'agriculture, d'équité entre zones urbaines et rurales, et même de finances publiques, avec de vraies opportunités économiques à la clé."

"Le séminaire s'achève, la mission commence"

Satisfait de la mobilisation, Alioune Dramé, Conseiller à l'APF, a salué l'engagement des parlementaires togolais et la participation conjointe des deux chambres, gage d'une future loi solide. Il a toutefois rappelé qu'aucune loi ne suffira sans coordination entre État, collectivités, entreprises et citoyens.

Clôture des travaux au nom du Président de l'Assemblée nationale, le Deuxième Vice-président, l'honorable Richard Gbalueboa Kangbeni, a fixé le cap :

"Les deux journées ont permis de confronter les



réalités togolaises aux expériences internationales. Il faut désormais renforcer l'application des textes, disposer de données fiables et mieux définir les responsabilités de chacun."

Selon lui, les propositions issues du séminaire doivent maintenant nourrir une feuille de route concrète

qui conduira à la prochaine étape : l'élaboration d'un dispositif "cohérent, applicable et adapté aux réalités togolaises". "Le séminaire s'achève, la mission commence", a-t-il conclu, en remerciant l'APF, l'OIF et l'ensemble des participants. ■ ■ ■

La rédaction

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA POLICE NATIONALE

Un rendez-vous unique vous attend ...

La **POLICE NATIONALE TOGOLAISE**

Organise ses **JOURNÉES PORTES OUVERTES !**

06 07 08 OCTOBRE 2026

venez découvrir, apprendre, partager...

PoliceNationaleTogo 117/1244/1014

AKOFA PROD Pressing

NOS SERVICES

- Traitement professionnel des linges
- Repassage haute qualité
- Traitement anti-tâches
- Express
- Collecte et livraison à domicile

L'excellence au service de l'élégance !

92 04 12 28 / 97 54 79 29

Avéjji, 100 m à gauche en quittant le rond-point Limousine pour l'église catholique.

Corruption, arnaque ou mauvaise conduite ?

Ne vous taisez plus. DENONCEZ-LES !

Appelez gratuitement

8280

FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

Togo : La campagne de commercialisation du karité et de ses produits dérivés officiellement lancée

La campagne de commercialisation de la noix de karité brute, et de ses produits dérivés, au titre de la saison 2026-2027 au Togo, est désormais lancée. Une cérémonie officielle pour donner le coup d'envoi de cette saison a été organisée le vendredi 02 octobre 2026 à Kara au nord du Togo. Le Conseil Interprofessionnel de la Filière Karité du Togo (CIFKAT) a bénéficié du soutien du gouvernement togolais pour le lancement de cette campagne. Les différents maillons du CIFKAT (producteurs, acheteurs locaux, transformateurs et exportateurs) sont désormais face à leur responsabilité pour la réussite de cette opération qui est cette année à sa deuxième édition.



À l'auditorium de la maison des jeunes de Kara, représentants du gouvernement, acteurs des maillons du CIFKAT, partenaires techniques et financiers, élus locaux et industriels ont plutôt célébré durant deux heures d'horloge ce que certains ont pu qualifier de fête du karité. Une occasion solennelle, non seulement pour donner le coup d'envoi de la commercialisation, mais également pour en appeler au sens de responsabilité des uns et des autres.

« Cette cérémonie constitue un moment important pour l'ensemble des acteurs de notre filière. Elle traduit notre volonté collective de donner davantage de visibilité au karité togolais, d'améliorer les conditions de commercialisation et de renforcer la contribution de cette filière à l'économie nationale et au bien-être des communautés qui en dépendent », a expliqué à l'ouverture la présidente du CIFKAT, Mme Elisabeth Essodolom Pali-Tchalla. L'un des moments importants de cette cérémonie a été la signature d'un protocole d'accord entre les différents maillons

de la chaîne de valeur. Le document fait mention des engagements à respecter par tous les acteurs pour garantir la réussite de cette campagne.

« La campagne qui s'ouvre aujourd'hui doit être l'occasion de renforcer la confiance entre les différents maillons de la filière, d'améliorer la transparence dans les transactions, et de promouvoir des pratiques commerciales équitables et responsables. Notre ambition est claire : faire en sorte que la richesse créée par le karité profite davantage à ceux qui contribuent à sa production et à sa valorisation ».

C'est le Directeur général du commerce, représentant le ministre de l'Economie et de la veille stratégique, qui a officiellement lancé la campagne. Il a exhorté l'ensemble des acteurs à jouer chacun sa partition pour une campagne réussie. Il a, par ailleurs, rassuré le Conseil Interprofessionnel de la Filière Karité du Togo du soutien et de l'attention du gouvernement, lequel, a-t-il insisté, est résolument engagé sous l'impulsion du Président du Conseil, Faure

Essozimna Gnassingbé, à mettre un coup d'accélérateur dans le processus de développement des filières stratégiques conformément à sa feuille de route 2026-2031. Classé septième producteur mondial du karité avec une production oscillant entre

45.000 et 60.000 tonnes d'amendes chaque année, le Togo doit aussi faire face à plusieurs défis dans le secteur tels que l'amélioration de la qualité, l'accès au financement, la modernisation des outils de transformation, l'accès aux marchés, la préservation du parc à

karité et l'adaptation aux changements climatiques. Les principaux intervenants lors de cette cérémonie conviennent que ces défis, même s'ils sont importants, constituent également des opportunités. C'est pourquoi le mot d'ordre lancé au début de cette campagne est de conjuguer les efforts pour les relever dans un esprit de concertation, de responsabilité et de solidarité interprofessionnelle.■■■

@macite.tg



Chers usagers de la route,
Présenter les gros billets au poste de péage, crée l'embouteillage, les longues files d'attente, les heurts et la perte de temps.

Présenter aux guichets des péages la juste monnaie selon la catégorie de votre engin, est un acte civique et citoyen qui évite les longues files d'attente et fait gagner en temps.

Tous pour la fluidité du franchissement aux postes de péage.

Ceci est un message de la Société Autonome de Financement de l'Entretien Routier (SAFER)

Foire Internationale de Lomé 2026 : Le CETEF s'apprête à accueillir la 21ème édition sous haute attente

Le compte à rebours est lancé. Du 27 novembre au 13 décembre 2026, le Centre Togolais des Expositions et Foires (CETEF) Togo 2000 va vibrer au rythme de la 21ème Foire Internationale de Lomé (FIL).

À quelques semaines de l'ouverture, l'effervescence est palpable. Professionnels, entreprises, exposants nationaux et internationaux, partenaires institutionnels et grand public sont invités à se préparer pour le plus grand rendez-vous commercial de la sous-région.

17 jours au cœur des affaires

Pendant 17 jours, le CETEF deviendra le carrefour incontournable des échanges économiques. Cette 21ème édition s'annonce comme un temps fort pour découvrir, exposer, prospecter, rencontrer, négocier et surtout, développer de nouvelles opportunités d'affaires. Au-delà du simple espace d'exposition, la FIL est une véritable plateforme de croissance. Elle mettra l'accent cette année encore sur quatre piliers : le commerce, l'investissement, l'innovation et la valorisation des produits et services "Made in Togo" et d'ailleurs.

Les enjeux de cette 21ème édition

Cette édition intervient

dans un contexte particulier pour le Togo, qui ambitionne de s'affirmer comme un hub logistique et commercial en Afrique de l'Ouest. Un attracteur d'IDE : La FIL est une vitrine pour séduire les investisseurs étrangers et promouvoir les opportunités offertes par la Zone Économique Spéciale et le Port

Les enjeux sont multiples

Un levier pour les PME : Pour les entreprises togolaises, c'est

Autonome de Lomé.

La promotion de l'innovation : L'accent sera mis sur les solutions innovantes, le digital et la transformation locale des produits agricoles. Mais la FIL, ce n'est pas que du business. C'est aussi une expérience populaire : des rencontres B to B, des animations culturelles, des découvertes gastronomiques, des offres commerciales

exceptionnelles et des moments forts qui feront de chaque visite un moment unique.

Le message du CETEF est clair : "Il faudra y être !"

Les inscriptions pour les exposants sont ouvertes et les préparatifs s'intensifient pour faire de cette 21ème édition, l'édition de la relance et des grandes affaires. ■ ■

**27 NOV
13 DEC
2026**

**FOIRE
INTERNATIONALE
DE LOMÉ**

Foire de toutes les opportunités

**EGBA VA
DOOOO!**

+1000 Exposants | **+800.000** Visiteurs | **90.000 m²** d'Espace

+228 91 20 70 70 | www.cetef.tg
+228 99 20 70 70 | contact@cetef.tg
cetef2026

Une édition pleine d'opportunités !

27 NOV

13 DEC

2026

FOIRE

INTERNATIONALE

DE LOME

Foire de toutes les opportunités

**RÉSERVEZ
VOTRE STAND**

**POUR LA FOIRE
INTERNATIONALE
DE LOMÉ**

**JUSQU'AU
30 SEPT**



**CETEF
TOGO-2000**
CENTRE TOGOLAIS DES RECHERCHES ET FORMES



+228 92 69 54 79



www.cetef.tg



cetef

